



**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE**  
**COMMUNE D'AUDERGHEM**

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

**Présents**

Jean-Claude Vitoux, *Président* ;  
Christophe Magdalijns, *Bourgmestre f.f.* ;  
Alain Lefebvre, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Valérie Cops, Pascale Despineto, Dirk Hoomaert, *Échevin(e)s* ;  
Didier Gosuin, Bernard Noel, Isabelle Désir, Jacqueline Fravezzi, Elise Willame, Muriel Koch, Florence Couldrey, Marc Vandame, Didier Molders, Suat Kuraoglu, Christian Grétry, Annick Sommer, Frédéric Lambin, André Decourrière, Vanessa Rigodanzo, Carinne Lenoir, Iliassou Amadou Moumouni, Valérie Schneider, *Conseillers communaux* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

**Excusés**

Bruno Collard, *Échevin(e)* ;  
Véronique Artus, Vincent Molenberg, Eloïse Defosset, *Conseillers communaux*.

**Séance du 01.06.17**

---

**#Objet : Question orale de Mesdames Vanessa Rigodanzo et Valérie Schneider, conseillères communales (PS)#**

---

Séance publique

**Secrétariat**

**Gratuité d'une série de documents administratifs**

Monsieur le bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins,

Chers collègues,

Depuis le début de cette année, le SPF Intérieur offre une série de documents de l'Etat civil basés sur le registre national gratuitement via l'application « Mon dossier ». Les documents concernés par cette gratuité sont : les certificats de composition de ménage, de ménage, de résidence principale, de résidence principale avec historique, de nationalité, de vie, de cohabitation légale, de résidence en vue d'un mariage, de mode de sépulture, du registre des électeurs et les extraits de registres.

Ces documents délivrés via l'application « Mon dossier » sont munis d'une signature électronique et ont la même valeur que les certificats délivrés par l'administration communale au guichet. Ce système permet donc l'obtention de ces documents administratifs sans déplacement et gratuitement.

Partant de ce constat et dans un souci de service aux citoyens, bon nombre de communes bruxelloises ont étendu le principe de la gratuité à ces mêmes documents lorsqu'ils sont demandés au guichet de l'administration communale. Une telle démarche ne peut qu'être saluée car il s'agit d'un réel service d'accompagnement aux citoyens qui ne sont pas en mesure d'effectuer eux-mêmes ces démarches en ligne. Cela s'inscrit donc dans la lutte contre la fracture numérique. Pour rappel 20% des Bruxellois n'ont pas accès à l'espace numérique tant sur le plan des techniques que dans la capacité à remplir des formulaires en ligne. En outre, les groupes les plus vulnérables sont les personnes peu qualifiées et celles âgées entre 55 et 74 ans.

Interrogé dans un quotidien sur l'extension de la gratuité au guichet pour ces documents, vous avez déclaré, Monsieur le Bourgmestre, ne pas souhaiter les rendre gratuit car la commune se situe en dessous de la moyenne bruxelloise quant aux charges imputées aux citoyens.

Mesdames et Messieurs les membres du collège des bourgmestre et échevins,

- Pouvez-vous nous indiquer le prix demandé au guichet pour l'obtention de ces documents et quel montant de recette cela représente-t-il en 2016 ?
- Pouvez-vous nous confirmer que lorsqu'ils se présentent au guichet de l'administration communale, les citoyens auderghemois sont bien systématiquement informés de la possibilité d'obtenir gratuitement ces documents ?
- Enfin, afin de lutter contre la fracture numérique, pouvez-vous nous indiquer si au sein de la maison communale, du matériel informatique (un ordinateur avec une connexion internet) pourrait être mis à disposition des citoyens afin de leur permettre d'obtenir lesdits documents gratuitement ?

Nous vous remercions pour vos réponses.

Valérie Schneider – Vanessa Rigodanzo

Conseillères communales PS

• **Réponse de Madame Pascale Despineto, Echevin**

Monsieur le Président,

Chers Collègues,

Pour répondre à  **votre première question**, sachez que le Collège en date du 7 février 2017 a décidé de rendre disponible au téléchargement via la plateforme IRISbox les documents disponibles via mon Dossier. Il est en effet intéressant de créer un pont entre Irisbox et mon dossier car Irisbox permet l'accès à d'autres formulaires (comme les actes d'Etat civil par exemple).

Ce même collège a également décidé d'accorder la gratuité pour le téléchargement de ces documents via la plateforme Irisbox.

Le téléchargement via cette méthode aura pour conséquence que ceux-ci ne seront plus facturés au citoyen. Jusqu'à présent en fonction de l'usage fait par le document le prix de celui-ci pouvait aller jusqu'à 5 euros. (Nous sommes dans la moyenne basse de la Région bruxelloise)

La délivrance de ces documents aux guichets physiques de l'administration communale restera elle soumise au règlement taxe pour la prestation de services et la délivrance de documents administratifs. A cet égard, il y a lieu de préciser que dans leur grande majorité nombre de ces documents sont déjà délivrés gratuitement aux guichets physiques actuellement, en fonction de l'article 4 du règlement (par exemple en matière d'emploi, pour les bénéficiaires du Cpas, demandeurs d'emploi, en matière de pension, pour les victimes de violence, .....)

Au regard des commandes effectuées en 2016, on peut estimer qu'il y aurait pour l'administration une diminution de recette inférieure à 1000,00. C'est une estimation puisque cette recette ne fait pas l'objet d'une analytique par document.

**A votre deuxième question** : le site internet de la commune reprend en première page le e-guichet qui fait le lien en direct avec IRISbox. Pour les citoyens qui viennent directement au guichet, comme je vous l'ai dit plus haut, dans la majorité des cas, le document est délivré gratuitement et nous avons la chance de ne pas avoir trop de files.

**A votre troisième question qui concerne la fracture numérique :**

Je vous informe ou vous rappelle que le budget extraordinaire de 2017 en son article 100/741.51 prévoit la somme de 30.000 euros pour l'acquisition de 3 bornes à documents avec imprimantes dont deux seront destinées à la salle des guichets (dont une devra être accessibles aux PMR) et la 3<sup>e</sup> pour la nouvelle antenne de l'état-civil qui ouvrira en fin d'année au Chirec.

Le Collège en date du 14 février 2017 a marqué son accord pour utiliser l'e-catalogue du CIRB pour l'achat des bornes et pour l'utilisation de l'interface Irisbox dans ces mêmes bornes.

Nous sommes en ce moment en discussion avec le fournisseur et le câblage dans la salle des guichets a été réalisé.

A moyen terme, ces bornes pourront être placées dans d'autres bâtiments communaux comme le CPAS ou la maison de la Prévention et des solidarités.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,  
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,  
(s) Jean-Claude Vitoux

POUR EXTRAIT CONFORME

Auderghem, le 27 juin 2017

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre f.f.,

Etienne Schoonbroodt

Christophe Magdalijns



**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**  
**GEMEENTE OUDERGEM**

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

**Aanwezig**

Jean-Claude Vitoux, *Voorzitter* ;  
Christophe Magdalijns, *Burgemeester d.d.* ;  
Alain Lefebvre, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Valérie Cops, Pascale Despineto, Dirk Hoornaert, *Schepenen* ;  
Didier Gosuin, Bernard Noel, Isabelle Désir, Jacqueline Fravezzi, Elise Willame, Muriel Koch, Florence Couldrey, Marc Vandame, Didier Molders, Suat Kuraoglu, Christian Grétry, Annick Sommer, Frédéric Lambin, André Decourrière, Vanessa Rigodanzo, Carinne Lenoir, Iliassou Amadou Moumouni, Valérie Schneider, *Gemeenteraadsleden* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

**Verontschuldigd**

Bruno Collard, *Schepen* ;  
Véronique Artus, Vincent Molenberg, Eloïse Defosset, *Gemeenteraadsleden*.

**Zitting van 01.06.17**

---

**#Onderwerp : Vraag van de Dames Vanessa Rigodanzo en Valérie Schneider, Gemeenteraadsleden (PS)#**

---

Openbare zitting

**Secretariaat**

**Kosteloosheid van een aantal administratieve documenten**

Geachte burgemeester, heren en dames schepenen,

Beste collega's,

Sinds het begin van dit jaar biedt de FOD Binnenlandse Zaken een aantal documenten van burgerlijke staat op basis van het rijksregister gratis aan via de applicatie "Mijn dossier". De volgende documenten kunnen gratis worden verkregen: attesten van gezinssamenstelling, van hoofdverblijfplaats, van hoofdverblijfplaats met historiek, van nationaliteit, van leven, van wettelijk samenwonen, van verblijfplaats met het oog op een huwelijk, van wijze van begraven, van het kiesregister en de uittreksels van registers.

Deze documenten, die worden geleverd via de applicatie "Mijn dossier", zijn voorzien van een elektronische handtekening en hebben dezelfde waarde als de attesten die het gemeentebestuur aan het loket aflevert. Dankzij dit systeem kunnen deze administratieve documenten dus gratis worden verkregen, zonder dat men zich dient te verplaatsen.

Vertrekkende van deze vaststelling en met het oog op de dienstverlening aan de burgers hebben heel wat Brusselse gemeenten het principe van de kosteloosheid uitgebreid tot diezelfde documenten wanneer ze worden aangevraagd aan het loket van het gemeentebestuur. We kunnen ons alleen maar verheugen over een dergelijke maatregel, daar het gaat om een reële dienst van begeleiding ten aanzien van de burgers die niet bij machte zijn de vereiste handelingen zelf online te stellen. Een dergelijke handelwijze sluit aan bij de strijd tegen de digitale kloof. We wijzen erop dat 20 % van de Brusselaars geen toegang heeft tot de digitale ruimte, zowel op technisch vlak als wat betreft het vermogen om formulieren online in te vullen. Bovendien

zijn de kwetsbaarste groepen de laaggeschoolden en de personen tussen 55 en 74 jaar oud.

Toen u in een krant werd gevraagd naar de uitbreiding van de kosteloosheid van deze documenten wanneer ze aan het loket worden aangevraagd, verklaarde u, mijnheer de burgemeester, dat u dergelijke documenten niet gratis wenst te maken daar de gemeente zich onder het Brusselse gemiddelde bevindt op het vlak van kosten die aan de burgers worden aangerekend.

Geachte leden van het college van burgemeester en schepenen,

- Kunt u ons meedelen welke prijs er aan het loket wordt gevraagd om deze documenten te verkrijgen en hoeveel de opbrengsten hiervan bedroegen in 2016?
- Kunt u ons bevestigen dat de inwoners van Oudergem die naar het loket van het gemeentebestuur komen stelselmatig kennis krijgen van de mogelijkheid dat ze de gevraagde documenten ook gratis kunnen verkrijgen?
- Kunt u ons tot slot, wat betreft de strijd tegen de digitale kloof, meedelen of er in het gemeentehuis informaticamaterieel (een computer met internetverbinding) ter beschikking van de burgers zou kunnen worden gesteld zodat ze de gevraagde documenten op die manier gratis kunnen verkrijgen?

Met dank voor uw antwoord.

Valérie Schneider – Vanessa Rigodanzo

Gemeenteraadsleden PS

• **Antwoord van mevrouw Pascale Despineto, schepen**

Mijnheer de voorzitter,

Beste collega's,

In antwoord **op uw eerste vraag** kan ik u zeggen dat het college op 7 februari 2017 heeft beslist om de documenten die via "Mijn dossier" kunnen worden aangevraagd beschikbaar te maken voor downloaden via het platform Irisbox. Het is immers interessant een brug te slaan tussen Irisbox en Mijn dossier, daar Irisbox ook toegang biedt tot andere formulieren (bv. akten van burgerlijke staat).

Tijdens dezelfde vergadering heeft het college beslist geen kosten aan te rekenen voor het downloaden van deze documenten via het platform Irisbox.

Het downloaden via deze methode zal als gevolg hebben dat de burger niet meer zal moeten betalen om deze documenten te ontvangen. Tot vandaag en in functie van het gebruik van het document kon de prijs oplopen tot 5 euro. (We bevinden ons daarmee in het lage gemiddelde in het Brussels Gewest.)

De afgifte van deze documenten aan de fysieke loketten van het gemeentebestuur blijft onderworpen aan het belastingreglement voor de levering van diensten en de afgifte van administratieve documenten. In dit opzicht valt op te merken dat de meeste van deze documenten vandaag al gratis worden afgegeven aan de fysieke loketten, overeenkomstig artikel 4 van het reglement (bv. inzake tewerkstelling, voor de rechthebbenden van het OCMW, werkzoekenden, inzake pensioen, voor de slachtoffers van gewelddaden ...).

Op basis van de bestellingen in 2016 kunnen we ervan uitgaan dat de opbrengsten voor het gemeentebestuur zullen dalen met een bedrag van minder dan 1.000,00 euro. Het gaat om een raming, daar deze opbrengsten niet het voorwerp zijn van een analyse per document.

**In antwoord op uw tweede vraag:** op de onthaalpagina van de website van de gemeente staat het e-loket dat rechtstreeks is verbonden met Irisbox. Voor de burgers die zelf naar het loket komen wordt in de meeste

gevallen, zoals ik u eerder heb gezegd, het document gratis afgegeven en hebben we het geluk dat er niet al te veel wachtrijen zijn.

**Op uw derde vraag in verband met de digitale kloof:**

Ik deel u mee of herinner u eraan dat de buitengewone begroting van 2017 in artikel 100/741.51 voorziet in het bedrag van 30.000 euro voor de aankoop van 3 terminals voor documenten met printers waarvan er twee zullen worden opgesteld in de lokettenzaal (waarvan er een toegankelijk moet zijn voor PBM) en de 3<sup>de</sup> bestemd zal zijn voor de nieuwe antenne van de burgerlijke stand die eind dit jaar wordt geopend in het Chirec.

Tijdens zijn vergadering van 14 februari 2017 stemde het college ermee in de e-catalogus van het CIBG te gebruiken voor de aankoop van de terminals en om de interface Irisbox op die terminals te gebruiken.

We onderhandelen momenteel met de leverancier en de nodige kabels werden al gelegd in de lokettenzaal. Op middellange termijn kunnen deze terminals worden opgesteld in andere gemeentelijke gebouwen, bijvoorbeeld bij het OCMW of in het Huis van Preventie en Solidariteit.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,  
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,  
(g) Jean-Claude Vitoux

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT

Oudergem, 27 juni 2017

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester d.d.,

Etienne Schoonbroodt

Christophe Magdalijs



**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE**  
**COMMUNE D'AUDERGHEM**

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

**Présents**

Jean-Claude Vitoux, *Président* ;  
Christophe Magdalijns, *Bourgmestre f.f.* ;  
Alain Lefebvre, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Valérie Cops, Pascale Despineto, Dirk Hoomaert, *Échevin(e)s* ;  
Didier Gosuin, Bernard Noel, Isabelle Désir, Jacqueline Fravezzi, Elise Willame, Muriel Koch, Florence Couldrey, Marc Vandame, Didier Molders, Suat Kuraoglu, Christian Grétry, Annick Sommer, Frédéric Lambin, André Decourrière, Vanessa Rigodanzo, Carinne Lenoir, Iliassou Amadou Moumouni, Valérie Schneider, *Conseillers communaux* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

**Excusés**

Bruno Collard, *Échevin(e)* ;  
Véronique Artus, Vincent Molenberg, Eloïse Defosset, *Conseillers communaux*.

**Séance du 01.06.17**

---

**#Objet : Question orale de Madame Muriel Koch, conseillère communale (cdH+)#**

---

Séance publique

**Secrétariat**

**Concerne : Les inondations dans la salle Willegems**

Monsieur le Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les Echevins,

Chers Collègues,

Il me revient que de nombreuses inondations empêchent la pratique normale du sport à la salle du centre sportif Willegems. En effet, dès qu'il pleut, la toiture fuit et la salle ainsi que son revêtement deviennent impraticables pour les clubs (qui louent la salle à titre onéreux).

Il me revient également que vous auriez annoncé que les travaux de ladite toiture, initialement prévus pour cette année, seraient reportés à l'année prochaine.

Mesdames et Messieurs les membres du Collège communal,

- Pouvez-vous me confirmer l'état de dégradation de la toiture de la salle du centre sportif ?
- Pouvez-vous me confirmer que des travaux étaient prévus pour cette années et qu'ils ont été reportés ?
- Pouvez-vous m'expliquer la politique de remboursement aux clubs de la commune dans le cas où le revêtement s'avère impraticable voire dangereux ?
- Et enfin pouvez-vous me dire si la responsabilité de la commune est engagée en cas d'accident ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Muriel Koch

**• Réponse de Monsieur Alain Lefebvre, Echevin**

La toiture du centre sportif communal est constituée de 2 toitures jointives.

Vu son ancienneté, elle nécessite une rénovation en profondeur qui vise non seulement à répondre à des problèmes d'infiltrations mais aussi à en améliorer l'isolation thermique et phonique (vers l'extérieur et entre les salles).

De plus, l'évolution des techniques d'éclairage doivent être prises en compte pour permettre un meilleur confort d'exploitation et éviter notamment les surchauffes en période estivale.

L'adjudicataire pour l'étude de la rénovation de la toiture verrière du Centre sportif communal a été désigné en date du 22/12/2015 (GS3). Compte tenu de ce que le bâtiment est constitué de deux structures différentes, diverses vérifications techniques ont dû être menées afin de garantir la faisabilité et la durabilité de la solution et en vue de faciliter les opérations d'entretien ultérieur..

La demande de permis est introduite et à l'instruction à la Région depuis le 26 avril 2017. Il sera probablement soumis à l'enquête publique à la rentrée.

Nous sommes dans l'attente du cahier des charges technique élaboré par l'adjudicataire.

Les travaux envisagés dans un premier temps pour l'été 2017 seront vraisemblablement réalisés au cours de l'été 2018, moment où les salles ne sont pas occupées.

Par fortes pluies, des infiltrations d'eau provenant du toit se situent au pourtour des terrains.

Le personnel sur place veille à éponger rapidement les flaques d'eau.

Il y a +/- 3 semaines, nos plombiers ont réalisé des travaux conservatoires qui limitent effectivement les infiltrations.

A ce jour, vu les mesures prises, ces infiltrations n'ont jamais empêché le déroulement des activités des clubs. Votre interrogation relative au remboursement de location est donc sans objet.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,  
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,  
(s) Jean-Claude Vitoux

POUR EXTRAIT CONFORME  
Auderghem, le 27 juin 2017

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre f.f.,

Etienne Schoonbroodt

Christophe Magdalijs

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST  
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Jean-Claude Vitoux, *Voorzitter* ;  
Christophe Magdalijns, *Burgemeester d.d.* ;  
Alain Lefebvre, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Valérie Cops, Pascale Despineto, Dirk Hoornaert, *Schepenen* ;  
Didier Gosuin, Bernard Noel, Isabelle Désir, Jacqueline Fravezzi, Elise Willame, Muriel Koch, Florence Couldrey, Marc Vandame, Didier Molders, Suat Kuraoglu, Christian Grétry, Annick Sommer, Frédéric Lambin, André Decourrière, Vanessa Rigodanzo, Carinne Lenoir, Iliassou Amadou Moumouni, Valérie Schneider, *Gemeenteraadsleden* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

**Verontschuldigd**

Bruno Collard, *Schepen* ;  
Véronique Artus, Vincent Molenberg, Eloïse Defosset, *Gemeenteraadsleden*.

**Zitting van 01.06.17**

---

**#Onderwerp : Vraag van Mevrouw Muriel Koch, Gemeenteraadslid (cdH+)#**

---

Openbare zitting

**Secretariaat****Betreft: De overstromingen in de zaal Willegems**

Geachte heer burgemeester,  
Dames en heren schepenen,  
Beste collega's,

Ik verneem dat de normale sportbeoefening in de zaal van het sportcentrum Willegems onmogelijk is als gevolg van vele overstromingen. Bij regen blijkt dat het dak lekt en kunnen de clubs (die de zaal huren tegen betaling) niet in de zaal terecht aangezien de vloerbekleding nat wordt en het onmogelijk is om in de zaal te sporten.

Ik verneem eveneens dat u zou hebben aangekondigd dat de werken aan het dak, die aanvankelijk voor dit jaar waren gepland, tot volgend jaar zouden zijn uitgesteld.

Geachte leden van het college,

- Kunt u mij bevestigen dat het dak van de zaal van het sportcentrum in slechte staat verkeert?
- Kunt u mij bevestigen dat er dit jaar werken waren gepland en dat die werken zijn uitgesteld?
- Kunt u mij zeggen hoe de clubs van de gemeente worden terugbetaald wanneer ze de zaal niet kunnen gebruiken omdat sportbeoefening onmogelijk of zelfs gevaarlijk is als gevolg van de staat waarin de vloerbekleding verkeert?
- En kunt u mij tot slot zeggen of de gemeente aansprakelijk is voor eventuele ongevallen?

Alvast bedankt voor uw antwoord.

Muriel Koch

• **Antwoord van de heer Alain Lefebvre, schepen**

Het dak van het gemeentelijk sportcentrum bestaat uit 2 aaneensluitende daken.

Gelet op de ouderdom van het dak is een ingrijpende renovatie vereist, niet alleen om de problemen van insijpelend water op te lossen maar ook om de warmte- en geluidsisolatie (naar buiten en tussen de zalen) te verbeteren.

Bovendien dient er rekening te worden gehouden met de evolutie van de verlichtingstechnieken om een beter gebruikscomfort mogelijk te maken en meer bepaald oververhitting tijdens de zomer te voorkomen.

De opdrachtnemer voor de studie van de renovatie van het glazen dak van het gemeentelijk sportcentrum werd aangewezen op 22/12/2015 (GS3). Daar het gebouw bestaat uit twee verschillende structuren, dienden er meerdere technische verificaties te worden uitgevoerd om de haalbaarheid evenals de duurzaamheid van de oplossing te verzekeren en om de latere onderhoudsverrichtingen te bevorderen.

De vergunningsaanvraag is ingediend en wordt door het Gewest onderzocht sinds 26 april 2017. Waarschijnlijk zal de vergunning bij de start van het nieuwe werkjaar voor openbaar onderzoek worden voorgelegd.

We wachten momenteel op het technisch bestek dat de opdrachtnemer moet opmaken.

De werken waren aanvankelijk gepland voor de zomer van 2017 maar zullen nu waarschijnlijk worden uitgevoerd tijdens de zomer van 2018, i.e. een periode waarin de zalen niet worden gebruikt.

Bij sterke regenval komt het water dat via het dak insijpelt terecht aan de randen van de terreinen.

Het personeel ter plaatse zorgt ervoor dat de plassen snel worden weggewerkt.

Ongeveer 3 weken geleden hebben onze loodgieters bewarende werken uitgevoerd die de insijpelingen effectief beperken.

Tot op heden en gelet op de genomen maatregelen heeft het insijpelend water er nooit toe geleid dat een activiteit van een club niet kon plaatsvinden. Uw vraag betreffende de terugbetaling van huurgelden is bijgevolg zonder voorwerp.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,  
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,  
(g) Jean-Claude Vitoux

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT

Oudergem, 27 juni 2017

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester d.d.,

Etienne Schoonbroodt

Christophe Magdalijs

